

Education: les syndicats pressent le gouvernement d'en faire plus pour contenir l'épidémie

Paris, 6 janv. 2021 (AFP) -

Déploiement massif de tests au collège et lycée, renforcement du protocole sanitaire ou aménagement des épreuves du bac: les syndicats enseignants pressent le ministère d'en faire plus pour contenir la propagation du coronavirus à l'école.

Un point de situation sanitaire réunissant les organisations syndicales et le ministère doit se tenir en visioconférence jeudi après-midi.

- Tests massifs et rapides -

Un million de tests antigéniques sont "prêts" à être utilisés à destination des personnels, des lycéens et des collégiens, selon le ministère qui évoque "une montée en puissance dès début janvier".

A ce jour, seuls 10.000 tests ont été réalisés sur la base du volontariat dans des lycées dans une dizaine d'académies depuis la fin novembre.

"On est loin d'un dépistage massif", lance Sophie Vénétiay, du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. Selon elle, le gouvernement "doit être plus réactif et déployer ces tests massivement, peut-être aussi au collège mais dans un délai court", estime-t-elle.

Pour Guislaine David, cosecrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, "il faut changer de braquet" sur la politique des tests à l'école. "L'inquiétude de la troisième vague, du variant britannique qui toucherait davantage les enfants, nous amènent au principe de précaution : il faut tester massivement et vite, même en école élémentaire", explique-t-elle.

- Vacciner les enseignants rapidement -

Le ministre Jean-Michel Blanquer, interrogé mardi sur Europe 1 a assuré que "l'objectif est de pouvoir commencer (à vacciner les enseignants, ndlr) en mars".

Pour Philippe Vincent, du SNPDEN, le premier syndicat des chefs d'établissement, la vaccination représente "l'espoir absolu". "Ca nous paraît être la garantie la plus sûre pour empêcher, à terme, une augmentation du nombre de cas et donc la fermeture des établissements que nous voulons éviter à tout prix", juge-t-il.

"Beaucoup d'enseignants souhaitent être vaccinés rapidement car ils sont en contact avec la population - les jeunes - qui sera vaccinée en dernier", justifie Jean-Rémi Girard, président du Snalc (syndicat du secondaire).

- Renforcer le protocole - Limitation du brassage des élèves, masques obligatoires à partir du CP, aération des classes toutes les deux heures et jauge de 50% dans les lycées: le protocole sanitaire dans les écoles est inchangé depuis début novembre.

"En plein hiver, il est particulièrement difficile d'aérer très longtemps les classes, et on a un problème de trop fort brassage, au moment du repas à la cantine notamment", dit Guislaine David. "On tourne en rond sur ce point depuis fin août et rien n'a été fait avec les collectivités. Il faut des locaux et des personnels supplémentaires pour pouvoir mettre en place des demi-groupes", dit-elle.

Pour M. Vincent "c'est clairement avec la mise en place d'une jauge à 50% que l'on respecte le protocole en terme de brassage".

Les cours au lycée pourraient reprendre à 100% autour du 20 janvier, en fonction de la situation sanitaire. Ils sont 69% à avoir organisé un enseignement hybride depuis huit semaines. En prévision de contaminations trop élevées, le ministre de l'Education n'a pas écarté la possibilité d'imposer une jauge à 50% pour tous les lycées et également les collèges. "Mais on n'en est pas là", a-t-il temporisé.

- Aménager le bac - Les voix d'enseignants et de parents d'élèves s'élèvent pour demander le report des épreuves de spécialité en Terminale, qui doivent lancer le "nouveau bac", le 15 mars. Ils demandent que les élèves les passent en juin.

"La pression monte chez les parents d'élèves car ils s'aperçoivent qu'il y a rupture d'égalité entre les lycées qui travaillent normalement depuis novembre et ceux qui perdent de la qualité d'enseignement en étant à mi-temps",



raconte Jean-Rémi Girard.

"Si la situation sanitaire se tend on ne pourra pas maintenir les épreuves de spécialité envers et contre tout", réagit Philippe Vincent qui plaide pour que le ministère rassure les parents sur le fait que leurs enfants ne seront pas pénalisés au moment de l'évaluation finale.

Quant à l'hypothèse d'un allongement des vacances de février, évoqué par certains médecins pour ralentir l'épidémie, il ne s'agit pas du "scénario privilégié" par le ministère à ce stade.

Ce "n'est pas d'actualité", a-t-il précisé, en ajoutant que "le scénario privilégié est celui du maintien des élèves autant que possible en présentiel".

asm/ito/tib/it

Afp le 06 janv. 21 à 17 23.